

directement de la guerre, le capitalisme sortait encore une fois victorieux de la guerre mondiale bien qu'il soit plus profondément lésé que jamais ».

b) Sur la dépendance du développement des luttes ouvrières de la reprise économique : « La combativité ouvrière est liée à la reprise économique, elle est en raison directe de la reprise. »

Le texte des camarades de la minorité du B. P. portant le titre « Le Parti en danger » et appuyé par les camarades Michèle, Marcoux et Soudran, insiste essentiellement sur la politique « capitulaire » de la majorité devant le stalinisme, et fait la critique détaillée de cette politique, sur le plan de « La Vérité », et des revendications économiques et politiques.

Nous mentionnerons plus loin dans cette lettre les points de vue des deux petites tendances des camarades Chaulieu et Guérin.

La grève Renault a eu comme premier résultat heureux de définir une position commune, nous voulons croire, à l'ensemble du parti sur les points suivants :

a) Délimitation nette du parti des revendications basées sur les primes de rendement que préconisent staliniens et réformistes et lutte pour le minimum vital et l'augmentation des salaires.

b) Propagande et à un certain moment agitation pour la

généralisation des luttes et la grève générale, en tant que moyen pour faire aboutir ces revendications.

Majorité et minorité du B. P. tombaient d'accord en principe, d'autre part, sur la nécessité de lier constamment les revendications économiques élémentaires aux revendications transitoires et politiques, d'employer la formule du gouvernement ouvrier ou ouvrier et paysan, non en tant que synonyme de la dictature du prolétariat, mais dans son sens transitoire en tant que gouvernement des partis ouvriers, et de lier la lutte pour la généralisation des grèves à la lutte contre les directions politiques et syndicales des staliniens et des réformistes.

Si important soit-il, cet accord ne va pas au delà d'un accord d'un caractère limité et passager ; et, s'il faut arriver à un plus large et plus stable réalignement politique dans le parti, il est nécessaire d'examiner plus sérieusement la position générale de chaque tendance. Il existe, à notre avis, à l'heure actuelle quatre points fondamentaux de divergences dans le parti :

a) L'estimation de la situation générale et nationale ;

b) Le rapport entre la « reprise économique » et les luttes ouvrières ;

c) La question du stalinisme vue sous l'angle de notre tactique envers lui et de son « débordement » ;

d) La question du gouvernement ouvrier.

A. — Le caractère de la période actuelle

On se débat depuis longtemps dans le parti et même dans l'Internationale autour de définitions qui fâchent de préciser la situation dans laquelle nous trouvons, sans parvenir toujours à la clarté nécessaire sur cette question.

Cela provient du fait que certaines tendances et certains camarades ont confondu souvent la période entière avec une étape donnée, la perspective de la période avec la perspective immédiate, qu'ils ont schématisé l'évolution même à l'intérieur d'une période ou d'une étape, qu'ils ont interprété différemment ce que veut dire « situation objectivement révolutionnaire », en s'embrouillant dans la question du rapport réel qui existe entre l'« objectif » et le « subjectif », entre les réactions des masses soumises à un état donné du régime capitaliste et le rôle du parti révolutionnaire.

La principale divergence qui existe actuellement entre le S. I. et les camarades de la majorité du B. P. sur ces questions porte sur cette idée que « la liquidation de la crise révolutionnaire découlant directement de la guerre » a abouti à une « stabilisation relative économique et politique de la bourgeoisie ». Si ces camarades veulent dire ce que la Conférence internationale d'avril 1946 avait déjà noté, à savoir que la première vague révolutionnaire, qui éclata dans la plupart des pays européens après l'effondrement de l'appareil allemand d'occupation, s'est virtuellement liquidée et que la bourgeoisie a considérablement renforcé ses positions économiques et politiques par rapport à ce qu'elles étaient au lendemain de la « libération », nous sommes totalement d'accord. Mais s'ils veulent dire que la bourgeoisie européenne a déjà atteint un tel degré de stabilité qu'on ne peut plus parler d'une période « objectivement révolutionnaire », et que nous sommes — pour reprendre, avec toutes les corrections nécessaires, une analogie historique — déjà dans la période 1923-1929, nous sommes en désaccord.

La conception fondamentale que nous défendons est en quelque sorte celle du III^e (1921) et plus encore celle du IV^e Congrès (1922) de l'I.C. suivant laquelle, « dans l'équilibre instable actuel de la société bourgeoise, la plus grave crise peut subitement éclater par suite d'une grande grève, d'un soulèvement colonial, d'une nouvelle guerre, ou même d'une crise parlementaire ». (Thèse sur la tactique du IV^e Congrès).

Dans quelles conditions objectives le IV^e Congrès a-t-il été amené à cette conception ? Dans ces mêmes thèses, l'Internationale communiste caractérisait la situation politique internationale à cette époque par ces traits : « Le fascisme, l'état de siège, et la vague montante de la terreur blanche contre le prolétariat » tandis que sur le terrain économique se développait « l'offensive du capital... réduisant impitoyablement le salaire réel des ouvriers, prolongeant la journée de travail, rognant les modestes droits du prolétariat dans l'industrie, obligeant les ouvriers dans les pays à bas cours, réduits à la mendicité, à payer les frais de la misère déterminée dans la vie économique par la dépréciation du change, etc... » Malgré cela et malgré l'affirmation supplémentaire que « le prolétariat

n'ayant pas profité de l'état de faiblesse du capitalisme, déterminé par la guerre, la bourgeoisie put, grâce à l'aide des social-réformistes, écraser les ouvriers révolutionnaires prêts au combat, consolider son pouvoir politique et économique et commencer une nouvelle offensive contre le prolétariat ». Le IV^e Congrès soulignait que « la situation reste objectivement révolutionnaire ».

Pouvons-nous dire que les conditions objectives actuelles sont réellement pires qu'au moment du IV^e Congrès ? Que l'offensive politique et économique de la bourgeoisie européenne est aujourd'hui plus vigoureuse qu'au moment où le fascisme s'installait en Italie et où les ouvriers avaient subi une série de défaites sérieuses en Allemagne, en Pologne et dans les Balkans ? Et ceci sans considérer le fait que la bourgeoisie européenne sortait avec une tout autre vigueur organique de la première guerre mondiale et le fait que les relations internationales étaient en 1922 tout autres que celles d'aujourd'hui, au lendemain de l'échec de la Conférence de Moscou.

Aujourd'hui, malgré tous les avantages acquis par la bourgeoisie depuis la « libération », aussi bien sur le plan politique qu'économique, surtout grâce à l'aide que lui ont accordée staliniens et réformistes, son équilibre reste instable et la période reste « objectivement révolutionnaire » pour l'ensemble des raisons suivantes :

a) Parce que les relations internationales restent tendues entre l'impérialisme et l'U.R.S.S., maintenant l'occupation militaire d'une grande partie de l'Europe et de l'Asie, avec toutes ses conséquences, et la désorganisation du marché mondial ;

a) Parce que les relations internationales restent tendues entre la géoïse anglaise, n'a nullement connu, malgré la reprise, un redressement économique tel, lui permettant de faire face à la situation, sans l'aide américaine constante soit en capitaux, soit en charbon, soit en produits agricoles, soit de tout à la fois ;

c) Parce que les révolutions coloniales qui se développent minent irrémédiablement la puissance de l'impérialisme européen ;

d) Parce que, avant que le redressement économique atteigne les niveaux de crise latente d'avant guerre, se profile déjà sur l'horizon international la menace de la nouvelle crise économique mondiale.

Sur le terrain intérieur cet équilibre instable de la bourgeoisie se manifeste par le fait qu'en général elle ne peut gouverner encore à l'étape actuelle qu'avec l'aide directe ou indirecte des partis dits « ouvriers » et que, à peu près nulle part en Europe, la bourgeoisie n'est encore capable de s'appuyer sur des régimes forts.

Même en Grèce, où la guerre civile dure maintenant depuis quatre ans, on ne peut pas dire que la bourgeoisie est arrivée à instaurer un régime politique stable.

Cependant il est clair qu'à l'intérieur d'un tel « équilibre